



C(Extr.)/32/3
 ORIGINAL : anglais
 DATE : 17 février 2015

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
 Genève

CONSEIL

Trente-deuxième session extraordinaire
Genève, 27 mars 2015

**EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DU "PROJET DE DISPOSITIONS DU TITRE IV
 'OBTENTIONS VÉGÉTALES' DE LA LOI N° 82 DE 2002 RELATIVE À
 LA PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE" DE L'ÉGYPTE
 AVEC L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV**

Document établi par le Bureau de l'Union

Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV

1. Dans une lettre datée du 3 novembre 2014, adressée au Secrétaire général de l'UPOV, M. Ahmed Agiba, chef de l'Administration centrale d'essais de semences et de certification (CASC), secrétaire adjoint du Ministère de l'agriculture de l'Égypte, a demandé l'examen de la conformité du "Projet de dispositions du titre IV 'Obtentions végétales' de la loi n° 82 de 2002 relative à la protection des droits de propriété intellectuelle" de l'Égypte (projet de loi) avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (Acte de 1991). La lettre est reproduite à l'annexe I du présent document. L'annexe II contient une traduction en anglais du projet de loi fournie par la CASC.

RAPPEL

2. L'article 34.3) de l'Acte de 1991 prévoit que "[t]out État qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé".

3. Le Gouvernement égyptien a entamé la procédure pour devenir membre de l'UPOV en octobre 1999. Le 17 octobre 1999, M. Yossuf Wally, vice-premier ministre et ministre de l'agriculture et de la bonification des terres de l'Égypte, a demandé l'avis du Conseil de l'UPOV sur la conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV d'un projet de décret ministériel sur la protection des variétés végétales (projet de décret).

4. À sa trente-troisième session, tenue à Genève le 20 octobre 1999, le Conseil a décidé :

"a) d'aviser le Gouvernement égyptien que le projet de décret ministériel sur la protection des variétés végétales (projet de décret), une fois complété par des dispositions satisfaisant aux exigences énoncées aux paragraphes 12 et 22 du document C/33/16, constituera le fondement d'une législation conforme à l'Acte de 1991;

"b) de prier le Bureau de l'Union de prêter son concours au Gouvernement égyptien pour l'élaboration des dispositions complémentaires mineures nécessaires pour assurer la conformité;

"c) d'aviser en outre le Gouvernement égyptien qu'une fois promulgué le décret fondé sur le projet correspondant et incorporées les suggestions énoncées aux paragraphes 12 et 22 du document C/33/16, il pourra déposer un instrument d'adhésion à l'Acte de 1991."

5. Le Bureau de l'Union a été informé en 2005 de l'adoption de la loi n° 82 de 2002 sur la protection des droits de propriété intellectuelle (loi de 2002), qui contient un titre IV intitulé "Obtentions végétales". Par conséquent, le projet de décret soumis au Conseil en 1999 n'est plus pertinent.

6. Le 25 avril 2005, le Bureau de l'Union a informé le Gouvernement égyptien que le titre IV "Obtentions végétales" de la loi de 2002 ou toute version modifiée de celui-ci devra être soumis au Conseil pour examen.

7. En 2009, le Bureau de l'Union a été informé par le Gouvernement égyptien que des modifications à la loi sur la protection des droits de propriété intellectuelle étaient à l'étude et qu'un projet de dispositions du titre IV "Obtentions végétales" avait été établi à cette fin.

8. Entre 2009 et 2014, le Bureau de l'Union a, à diverses occasions, prêté son concours au Gouvernement égyptien concernant plusieurs projets de dispositions du titre IV pour incorporer les dispositions principales de la Convention UPOV.

9. Le 19 août et le 18 septembre 2014, le Bureau de l'Union a reçu des communications de l'Administration centrale d'essais de semences et de certification concernant un tableau de synthèse dans lequel figuraient les dispositions de la loi de 2002 et les propositions de modification du titre IV qu'elle avait approuvées. Le 19 septembre 2014, le Bureau de l'Union a informé l'Administration centrale d'essais de semences et de certification que, sous réserve de l'inclusion de certaines modifications supplémentaires figurant dans les observations formulées par le Bureau de l'Union en 2013, les propositions de modification et du titre IV semblaient contenir les dispositions principales de la Convention UPOV.

FONDEMENT DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES EN ÉGYPTE CONFORMÉMENT À L'ACTE DE 1991

10. En Égypte, la protection des obtentions végétales conformément à l'Acte de 1991 sera régie par le projet de loi lorsque celui-ci aura été adopté. On trouvera ci-après une analyse de ce projet, dans l'ordre des dispositions du droit matériel de l'Acte de 1991.

Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

11. L'article 189 *bis.i*) et ii) du projet de loi contient des définitions des termes "obtenteur" et "variété" qui correspondent aux définitions figurant à l'article premier iv) et vi) de l'Acte de 1991, respectivement.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des parties contractantes

12. L'article 189 du projet de loi prévoit l'octroi de la protection aux "variétés végétales obtenues à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Égypte, qu'elles aient été mises au point par des moyens biologiques ou non biologiques", ce qui correspond à l'obligation fondamentale prévue à l'article 2 de l'Acte de 1991. L'article 189 est ainsi rédigé :

"Article 189

"Les dispositions de la présente loi confèrent une protection aux variétés végétales obtenues à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Égypte, qu'elles aient été mises au point par des moyens biologiques ou non biologiques, lorsqu'elles sont inscrites dans le registre spécial des variétés végétales protégées."

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

13. L'article 202 *bis.1*) du projet de loi prévoit que "[l]a loi est applicable à tous les genres et espèces végétaux". Cette disposition correspond à l'article 3.2)ii) de l'Acte de 1991.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

14. L'article 191 du projet de loi contient des dispositions sur le traitement national qui correspondent aux dispositions de l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection, nouveauté, distinction, homogénéité et stabilité

15. L'article 192 du projet de loi prévoit les conditions de la protection, qui correspondent aux dispositions des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

16. L'article 192.2) et 3) du projet de loi prévoit un régime transitoire de nouveauté pour les "variétés de création récente" sur la base de l'article 6.2) de l'Acte de 1991 comme suit :

"2) Lorsque la présente loi devient applicable à des genres ou espèces végétaux auxquels elle ne s'appliquait pas précédemment, les variétés appartenant à ces genres ou espèces végétaux sont considérées comme satisfaisant à la condition de nouveauté définie à l'alinéa 1) même si la vente ou la remise à des tiers mentionnée dans ledit alinéa a eu lieu sur le territoire de l'Égypte dans les quatre ans précédant la date de dépôt de la demande ou, dans le cas des arbres ou de la vigne, dans les six ans précédant cette date.

"3) La disposition prévue à l'alinéa 2) du présent article s'applique uniquement aux demandes de droit d'obtenteur déposées dans un délai maximum d'un an après que les dispositions de la loi sont devenues applicables aux genres ou espèces."

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

17. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec l'article 10 de l'Acte de 1991.

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

18. L'article 192*bis*.1) contient des dispositions sur le droit de priorité qui correspondent aux dispositions de l'article 11 de l'Acte de 1991.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

19. L'article 192.7) du projet de loi contient des dispositions relatives à l'examen de la demande qui correspondent à celles de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

20. L'article 193 du projet de loi contient des dispositions sur la protection provisoire qui correspondent à celles de l'article 13 de l'Acte de 1991.

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obtenteur

21. L'article 194 du projet de loi contient des dispositions sur l'étendue du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 14 de l'Acte de 1991.

Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obtenteur

22. L'article 195 du projet de loi contient des dispositions relatives aux exceptions obligatoires au droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 15.1) de l'Acte de 1991.

23. L'article 195 du projet de loi contient la disposition relative à l'exception facultative ci-après fondée sur l'article 15.2) de l'Acte de 1991 :

"À l'égard des variétés figurant dans une liste de plantes agricoles qui ne contient pas de plantes fruitières, ornementales ou potagères, ne portent pas atteinte au droit d'obtenteur les agriculteurs qui, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, utilisent à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, d'une variété protégée ou d'une variété visée à l'article 194.3)i) ou ii) de la présente loi. Les limites et moyens raisonnables pour sauvegarder les intérêts légitimes de l'obtenteur seront précisés dans le règlement d'exécution."

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

24. L'article 198 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 16 de l'Acte de 1991.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

25. Les articles 196 et 199 du projet de loi contiennent des dispositions relatives à la limitation de l'exercice du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

26. L'article 194*bis* du projet de loi contient des dispositions relatives à la réglementation économique qui correspondent aux dispositions de l'article 18 de l'Acte de 1991. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

27. L'article 193 du projet de loi contient des dispositions sur la durée du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 19 de l'Acte de 1991 :

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

28. L'article 192*bis* du projet de loi contient des dispositions sur les dénominations variétales qui correspondent aux dispositions de l'article 20 de l'Acte de 1991.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

29. L'article 202 du projet de loi contient des dispositions sur la nullité du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance de l'obtenteur

30. L'article 202*bis* du projet de loi contient des dispositions sur la déchéance du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la Convention

31. En ce qui concerne l'obligation de "prévo[i]r les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur" (article 30.1)i) de l'Acte de 1991), les articles 203 à 206 du projet de loi disposent ce qui suit :

"Article 203

"Sans préjudice d'une sanction plus sévère prévue par toute autre législation, la violation délibérée des dispositions figurant dans le présent titre est punie d'une amende d'un minimum de 10 000 livres et d'un maximum de 50 000 livres.

En cas de récidive, la sanction est une peine de prison d'un minimum de trois mois et d'un maximum d'un an et une amende de 20 000 livres au minimum et de 100 000 livres au maximum.

Dans tous les cas, les semences incriminées et le matériel de reproduction ou de multiplication sont confisqués."

"Article 204

"À la demande de toute partie concernée et sur requête, le président du tribunal compétent examinant l'affaire au fond peut rendre une décision ordonnant une ou plusieurs mesures conservatoires appropriées, notamment

- 1) établir l'atteinte à un droit protégé;
- 2) établir un inventaire et une description détaillés des produits illicites et du matériel utilisé ou susceptible d'avoir été utilisé pour commettre l'infraction;
- 3) saisir tous les articles visés au point 2.

Dans tous les cas, le président peut désigner un ou plusieurs experts pour assister l'huissier chargé de l'exécution de ces mesures. Il peut exiger du déposant qu'il dépose une garantie financière appropriée. Lorsque le déposant ne soumet pas le fond de l'affaire au tribunal compétent dans les 15 jours suivant la date de l'ordonnance, cette ordonnance perd ses effets."

"Article 205

"Les parties concernées peuvent, dans les 30 jours suivant la date du prononcé ou de la publication de l'ordonnance, selon les cas, recourir auprès du président du tribunal qui a rendu ladite ordonnance. Le président peut confirmer ou révoquer cette dernière en tout ou en partie, conformément aux règles et procédures prévues par le code de procédure civile et commerciale."

"Article 206

"Le ministre de la justice, en accord avec le ministre de l'agriculture, rend une décision désignant des responsables de l'application de la loi aux fins de l'application des dispositions contenues dans le présent titre."

32. En ce qui concerne l'obligation visée à l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, l'article 190 du projet de loi prévoit ce qui suit :

"Le premier ministre crée un office appelé "Office de la protection des variétés végétales". Cet office a compétence pour recevoir et examiner les demandes de protection de variétés végétales qui lui sont présentées et se prononcer sur ces demandes, conformément aux règles et procédures stipulées dans la décision de création."

33. L'article 201 du projet de loi reprend l'obligation de publier les renseignements sur les demandes de droits d'obtenteur, les droits d'obtenteur délivrés et les dénominations proposées et approuvées, telle qu'elle est énoncée à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

34. De l'avis du Bureau de l'Union, le projet de loi comprend les dispositions de fond de l'Acte de 1991. Ainsi, une fois que le projet de loi aura été adopté, sans changement, et que la loi sera entrée en vigueur, l'Égypte sera en mesure de "donner effet" aux dispositions de l'Acte de 1991, comme le requiert l'article 30.2) de celui-ci.

35. *Le Conseil est invité*

a) *à prendre note de l'analyse faite dans le présent document;*

b) *à rendre une décision positive sur la conformité du "Projet de dispositions du titre IV 'Obtentions végétales' de la loi n° 82 de 2002 relative à la protection des droits de propriété intellectuelle" (projet de loi) de l'Égypte avec l'Acte de 1991 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, ce qui permettra à l'Égypte, une fois que le projet de loi aura été adopté, sans changement, et que la loi sera entrée en vigueur, de déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991; et*

c) *à autoriser le secrétaire général à informer le Gouvernement égyptien de cette décision.*

[Les annexes suivent]

Traduction d'une lettre datée du 11 novembre 2014

adressée par : M. Ahmed Agiba
Chef de l'Administration centrale d'essais de semences et de certification,
Secrétaire adjoint du Ministère de l'agriculture de l'Égypte

à : M. Francis Gurry
Secrétaire général
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)
34, ch. des Colombettes
1211 Genève 20 (Suisse)

Objet : Examen de la conformité du "Projet de dispositions du titre IV 'Obtentions végétales' de la loi n° 82 de 2002 relative à la protection des droits de propriété intellectuelle" de l'Égypte (projet de loi) avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (Acte de 1991)

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai le plaisir de vous informer que l'Égypte a entamé le processus d'adoption du projet de titre IV "Obtentions végétales".

L'Égypte souhaite devenir membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991.

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de l'Acte de 1991, je saurais gré au Conseil de l'UPOV d'examiner la conformité du "Projet de dispositions du titre IV 'Obtentions végétales' de la loi égyptienne avec les dispositions de l'Acte de 1991.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé : M. Ahmed Agiba
Chef de l'Administration centrale d'essais de semences et de certification, Secrétaire adjoint du Ministère de l'agriculture de l'Égypte)

[L'annexe II suit]

[In English only / En anglais seulement /
Nur auf Englisch / En Inglés solamente]

**Draft provisions of Book Four
"Plant Variety Protection"
of Law 82 year 2002**

Article 189

Under the provisions of this Law, protection is granted to plant varieties, derived inside or outside Egypt, whether developed through biological or non-biological means, when registered in the special register of protected plant varieties.

Article 189 (bis)

For the purposes of this Law:

(i) "breeder" means

- the person who bred, or discovered and developed, a variety,
 - the person who is the employer of the aforementioned person or who has commissioned the latter's work, or
 - the successor in title of the first or second aforementioned person, as the case may be;

(ii) "variety" means a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be

- defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes,
 - distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics and
 - considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged.

Article 190

The Prime Minister shall establish an office to be known as the Office of Plant Variety Protection. The Office shall be competent to receive, examine and decide on applications submitted for the protection of plant varieties, in accordance with the rules and procedures stipulated in the establishment decision.

Article 191

Without prejudice to international conventions in force in Egypt, any natural person or legal entity, Egyptian or foreign, belonging to, domiciled or active in a country or an organization that is a member of the World Trade Organization, a member of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV) or that applies reciprocity to Egypt, shall have the right to protection of plant varieties as prescribed in this Book.

Article 192

To be eligible for protection a variety shall be new, distinct, uniform, stable and shall be subject of a denomination.

1) The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety

- (i) in the territory of Egypt earlier than one year before the date of filing of the application and
- (ii) in a territory other than that of Egypt earlier than four years or, in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date.

2) Where this Law applies to a plant genus or species to which it did not previously apply, varieties belonging to such plant genus or species shall be considered to satisfy the condition of novelty defined in paragraph (1) even where the sale or disposal to others described in that paragraph took place in the territory of the Egypt within four years before the filing date or, in the case of trees or of vines, within six years before the said date.

3) The provision under paragraph 2 of this Article, shall only apply to applications for protection of the breeder's right filed within one year, at the latest, after the provisions of the Law apply to the genera or species.

4) The variety shall be deemed to be distinct if it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application. In particular, the filing of an application for the granting of a breeder's right or for the entering of another variety in an official register of varieties, in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common

knowledge from the date of the application, provided that the application leads to the granting of a breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties, as the case may be.

5) The variety shall be deemed to be uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

6) The variety shall be deemed to be stable if its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or, in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each such cycle.

7) Any decision to grant a breeder's right by the Office of Plant Variety Protection shall require an examination for compliance with the conditions

In the course of the examination, the Office of Plant Variety Protection may grow the variety or carry out other necessary tests, cause the growing of the variety or the carrying out of other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have already been carried out. For the purposes of examination, the Office of Plant Variety Protection may require the breeder to furnish all the necessary information, documents or material.

Article 192 (bis)

The variety shall be designated by a denomination which will be its generic designation.

(i) Subject to subparagraph (iv) of this Article, no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the breeder's right.

(ii) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in the territory of any member of UPOV, an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

(iii) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the Office of Plant Variety Protection. If it is found that the denomination does not satisfy the requirements of subparagraph (ii), the Office of Plant Variety Protection shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered by the Office of Plant Variety Protection at the same time as the breeder's right is granted.

(iv) Prior rights of third persons shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of subparagraph (vii), is obliged to use it, shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(v) A variety must be submitted to all members of UPOV under the same denomination. The Office of Plant Variety Protection shall register the denomination so submitted, unless it considers the denomination unsuitable. In the latter case, it shall require the breeder to submit another denomination.

(vi) The Office of Plant Variety Protection ensures that the authorities of the members of UPOV are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the Office of Plant Variety Protection.

(vii) Any person who offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the territory of Egypt is obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, in accordance with the provisions of subparagraph (iv), prior rights prevent such use.

(viii) When a variety is offered for sale or marketed, it is permitted to associate a trademark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

Article 192 (bis 1)

1) The breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in one of the members of UPOV (first application) is entitled to enjoy the right of priority if he files a subsequent application for the protection of the same variety before the Office of Plant Variety Protection of Egypt within a period of 12 months following the date of filing of the first application.

2) The priority shall be computed as from the date filing of the first application. The date of filing shall not be included in the priority period.

3) In order to benefit from the right of priority, the breeder shall, in the subsequent application, claim such priority.

4) The Office of Plant Variety Protection shall require the breeder to furnish, within a period of three months from the filing date of the application, a copy of the documents which constitute the first application, certified to be a true copy by the authority with which that first application was filed, and samples or other evidence that the variety which is the subject matter of both applications is the same.

5) The breeder shall be allowed a period of two years after the expiration of the period of priority or, where the first application is rejected or withdrawn, an appropriate time, after such rejection or withdrawal, in which to furnish, to the Office of Plant Variety Protection, any necessary information, document or material required for the purpose of the examination.

Events occurring within the period provided for in paragraph (1), such as the filing of another application or the publication or use of the variety that is the subject of the first application, shall not constitute a ground for rejecting the subsequent application. Such events shall also not give rise to any third-party right.

Article 193

The term of protection for plant varieties shall be 25 years for trees and vines and 20 years for other crops.

The term of protection shall run from the date of the granting the right.

Nevertheless, provisional measures are provided to safeguard the interests of the breeder during the period between the date of the publication of the application and the grant of the title. During that period, the holder of a breeder's right is entitled to equitable remuneration from any person who, during the said period, has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided in Article 194.

Article 194

(1) (a) Subject to Articles 195 and 198, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder:

production or reproduction (multiplication), conditioning for the purpose of propagation, offering for sale, selling or other marketing, exporting, importing, stocking for any of the purposes mentioned in this paragraph.

(b) The breeder may make his authorization subject to conditions and limitations.

(2) Subject to Articles 195 and 198, the acts referred to paragraph (1)(a) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

(3) (a) The provisions of paragraphs (1) and (2) shall also apply in relation to:

(i) varieties which are essentially derived from the protected variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety

(ii) varieties which are not clearly distinguishable from the protected variety ,

(iii) varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

(b) For the purposes of subparagraph (a)(i), a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety ("the initial variety") when

(i) it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety,

(ii) it is clearly distinguishable from the initial variety and

(iii) except for the differences which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

(c) Essentially derived varieties may be obtained for example by the selection of a natural or induced mutant, or of a somaclonal variant, the selection of a variant individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering

Article 194 bis

The breeder's right is independent of any measure to regulate the production, certification and marketing of material of varieties or the importing or exporting of such material. In any case, such measures shall not affect the application of the provisions of this Law.

Article 195

The breeder's right shall not extend to:

(a) acts done privately and for non-commercial purposes,

(b) acts done for experimental purposes

(c) acts done for the purpose of breeding other varieties, and, except where the provisions of Article 194 (3) apply, acts referred to in Article 194 (1) and (2) in respect of such other varieties.

In relation to varieties included in a list of agricultural crops, which shall not include fruits, ornamentals or vegetables, the breeder's right shall not be infringed by farmers who, within reasonable limits and subject to

the safeguarding of the legitimate interests of the breeder, use for propagating purposes, on their own holdings, the product of the harvest which they have obtained by planting, on their own holdings, the protected variety or a variety covered by Article 194 (3)(a)(i) or (ii) of this Law, The reasonable limits and the means of safeguarding the legitimate interests of the breeder shall be specified in the Executive Regulations

Article 196

For reasons of public interest, the Office of Plant Variety Protection is entitled, upon the proposal of the Minister of Agriculture and the approval of a ministerial committee established as per decision issued by the Prime Minister, grant compulsory licenses whereby a third party is authorized to perform any act for which the breeder's authorization is required as provided in Article 194. In such a case, the breeder is entitled to an equitable remuneration.

Article 197

In accordance with the provisions of Article 196, the licensee shall, during the period of the license, abide by the conditions of the license and shall not assign the license to a third party or prejudice other rights of the breeder.

The license shall lapse at the end of its duration or where the licensee does not comply with any of the terms of the license

Article 198

(1) The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety, or of a variety covered by the provisions of Article 194 (3), which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in the territory of Egypt, or any material derived from the said material, unless such acts

- involve further propagation of the variety in question or
- involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

(2) For the purposes of paragraph (1), "material" means,

- propagating material of any kind,
- harvested material, including entire plants and parts of plants, and
- any product made directly from the harvested material.

(3) For the purposes of paragraph (1), where the regulations of a regional organization of which Egypt is a member so require, acts done on the territories of the States members of that regional organization are considered to be done on the territory of Egypt

Article 199

The Minister of Agriculture is entitled, upon the recommendation of the ministerial committee referred to in Article 196, first paragraph, of the present law, to limit the exercise of the breeder's right provided for in this law with the aim of safeguarding the public interest. In such a case, the breeder is entitled to equitable remuneration.

Article 200

Cancel Article 200 of the law

Article 201

The Office of Plant Variety Protection shall issue the breeder's right certificate in accordance with the procedures prescribed by the Executive Regulations of the present law, against a fee prescribed therein, but not exceeding five thousand pounds. An annual fee shall be payable during the protection period, and it shall increase gradually as from the beginning of the second year. The Executive Regulations shall determine rates of such a fee where it may not exceed one thousand pounds per year. The applicant for the certificate shall pay for examination, tests and experience to be proved by the Office or entities it cooperates with. The Executive Regulations shall determine the rules and procedures for collecting such payment.

The Office of Plant Variety Protection shall publish, at the expense of the breeder, in a monthly gazette issued by the Office, information concerning:

Applications and grant of breeders' rights, and proposed and approved denominations.

Where an application is rejected, the applicant shall be informed of the rejection decision and the reasons thereof. Any interested party may, within 60 days from the publication date or the date of notification,

oppose the decision to grant a breeder's right certificate or to reject an application for the protection of a plant variety, as may be the case.

The Regulations shall prescribe the rules and procedures for the notification, examination of the appeal and the decision thereon.

Article 202

(1) The breeder's right shall be declared null and void when it is established

(i) that the conditions laid down in Articles 192 paragraphs (1) to (4) were not complied with at the time of the grant of the breeder's right,

(ii) that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, the conditions laid down in Article 192 paragraphs (5) and (6) were not complied with at the time of the grant of the breeder's right, or

(iii) that the breeder's right has been granted to a person who is not entitled to it, unless it is transferred to the person who is so entitled.

(2) No breeder's right shall be declared null and void for reasons other than those referred to in paragraph (1).

(3) This decision shall be notified to the concerned parties in a registered letter with acknowledgement of receipt, and may be appealed within 60 days from the date of notification.

The Minister of Agriculture shall issue a decision establishing the rules and procedures for examination and settlement of the appeal.

Article 202 (bis)

(a) The breeder's right shall be cancelled if it is established that the conditions laid down in Article 192 paragraphs (5) and (6) are no longer fulfilled.

(b) Furthermore, the breeder's right shall be cancelled if, after being requested to do so and within the prescribed period:

(i) the breeder does not provide the Office of Plant Variety Protection with the information documents or material necessary for verifying the maintenance of the variety. The Executive Regulations shall prescribe such information, documents or material and the rules and procedures to be followed.

(ii) the breeder does not pay the fees and expenses payable to keep his right in force, or

(iii) the breeder does not propose another suitable denomination, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right.

The provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 202 of the Intellectual Property Rights Law shall apply to notify the concerned party of the cancellation decision, the rules and procedures of examining and deciding the complaint against the decision.

Article 202 (bis 1)

The law shall be applied to all plant genera and species.

Article 203

Without prejudice to any more severe punishment under any other law, deliberate violation of the provisions contained in this Book shall be punishable by a fine of not less than 10,000 pounds and not more than 50,000 pounds.

In case of repetition, the punishment shall be an imprisonment for a period of not less than three months and not more than one year and a fine of not less than 20,000 pounds and not more than 100,000 pounds.

In all cases, the incriminated seeds and the propagating materials shall be confiscated.

Article 204

Upon the request of any concerned party, the president of the competent court considering the merits of the case, may issue a decision, by petition, to order one or more of the appropriate conservatory measures, and in particular:

(1) Establishing infringement of a protected right.

(2) Drawing a detailed inventory and detailed description of the infringing products and the implements used or may be used in the infringement.

(3) Seizure of all articles stated in item 2.

In all cases, the president may designate one or more experts to assist the bailiff in charge of the execution of such measures. He may require the applicant to deposit an appropriate financial security.

Where the applicant fails to submit the merits of the case to the competent court, within 15 days following the date of the order, such order shall cease to have effect.

Article 205

The concerned parties may, within 30 days from the date of issue or publication of the order, as may be the case, appeal to the president of the court who issued that order. The president may confirm or revoke the order totally or partly, in accordance with the rules and procedures provided for under the law of civil and commercial proceedings.

Article 206

The Minister of Justice, in agreement with the Minister of Agriculture, shall issue a decision designating law enforcement officers for the purpose of implementing the provisions contained in this Book.

[End of Annex II and of document/
Fin de l'annexe II et du document/
Ende der Anlage II und des Dokuments/
Fin del Anexo II y del documento]